

REVUE de la PRESSE RWANDAISE

Bimensuel qui résume en français les principaux articles de tous les périodiques parus en kinyarwanda (au Rwanda ou dans les pays d'alentour)

Nouvelle Série : SOMMAIRE DU N° 4 : 1 - 15 Novembre 1994

- Amizero - L'espoir	n° 0	7 - 14 novembre 1994 pages 3 - 7
- Imvaho Nshya	n° 1049	2 - 8 novembre 1994 pages 7 - 10
- Imvaho Nshya	n° 1050	9 - 15 novembre 1994 pages 10 - 14
- Kangura	n° 62	1 - 15 novembre 1994 pages 14 - 18
- Le Flambeau	n° 20	Novembre 1994 pages 18-21
- L'Ere de Liberté	n° 15	Novembre 1994 pages 21-24
- Le Tribun du Peuple	n° 35	Novembre 1994 pages 24-28
- Nyabarongo	n° 19	Novembre 1994 pages 28-29

REVUE DE PRESSE

Editeur : A.S.B.L. DIALOGUE
Momentanément en
Belgique
322, rue du Noyer
Tél/Fax : (32.2) 735.39.16

Directeur a.i.: Guy THEUNIS

AMIZERO - L'ESPOIR n° 0, 7 - 14 Novembre
1994

**Editorial : Aidez-nous à vous aider,
Gaspard Gahigi, Amizero - L'Espoir n°0, 7 - 14 novembre
1994, page 1**

Des journalistes en exil viennent de fonder une "Association des Journalistes Rwandais en Exil" (AJRE). Cette association va sortir une fois par semaine le journal "*Amizero - L'espoir*". Ce journal a pour objectif de clarifier les problèmes des réfugiés auprès des organismes humanitaires, de faire circuler l'information dans les différents camps, d'oeuvrer pour la compréhension entre les organismes humanitaires et les réfugiés, et entre les réfugiés et la population locale.

**Ceux qui nous accusent d'être des massacreurs, sont eux-mêmes des criminels !
Gaspard Gahigi, Amizero - L'Espoir n° 0, 7 - 14 novembre
1994, pages 2 à 4.**

Depuis le début de la guerre d'octobre 1990, le FPR sort régulièrement des listes de criminels réunis en "escadrons de la mort". Ces présumés criminels sont soit des membres de la famille de feu le président Habyalimana, soit des membres du Parti MRND qui se sont fortement opposés aux actions machiavéliques du FPR. Par contre, celui-ci a un escadron de la mort nommé en anglais "*squad killers*". Quand on analyse de près l'histoire du Rwanda et sa situation actuelle, on en conclut que le FPR est responsable du sang versé depuis 1990. Le petit livre intitulé "*Le peuple rwandais accuse*" qui vient de sortir, accuse le FPR d'avoir exterminé la population des préfectures de Byumba et de Ruhengeri, d'avoir assassiné des Hutu dont MM. Emmanuel Gapyisi, Fidèle Rwabukumba, Félicien Gatabazi, de déporter des personnes et de les asservir ainsi que de tuer les prisonniers. Le FPR est donc accusé de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et du génocide.

**Rien ne va au sein du gouvernement de Kigali
Thacien Hahozayezu, Amizero - L'Espoir n° 0, 7 - 14 novembre
1994, pages 4 et 5.**

La fuite de M. Ndagijimana, ministre nommé des Affaires Etrangères, a été fort commentée. Le 17 octobre 1994, le Premier ministre, M. Faustin Twagiramungu a déclaré que le gouvernement allait faire son possible pour clarifier cette affaire. Le 19 octobre 1994, M. Ndagijimana a affirmé que certaines autorités de Kigali ne le supportaient pas parce qu'il osait donner son opinion sur certains faits, notamment le massacre de milliers de Hutu, le refus d'intégrer à la gestion du pays les membres du MRND non impliqués dans le génocide, le refus de fusionner les deux armées, l'emprisonnement arbitraire de personnes, la censure des activités des partis politiques. Le problème de M. Ndagijimana est commun à tous les ministres hutu, mais les autres n'osent rien dire.

Quelles nouvelles de la MINUAR ?

Thacien Hahozayezu, Amizero - L'espoir n° 0, 7 - 14 novembre 1994, page 5.

La Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda (MINUAR) serait confrontée à de graves problèmes actuellement. La nuit du 15 au 16 octobre 1994, la MINUAR a mis en garde un militaire ivrogne du FPR qui perturbait fréquemment la sécurité de la population et le 18 octobre 1994, trois militaires armés ont volé un véhicule appartenant à ladite mission.

Kagame ne contrôle plus ses soldats

Hatana, Amizero - L'Espoir n° 0, 7 - 14 novembre 1994, page 5

Le matin du 4 novembre 1994, le général Kagame a mis en garde les militaires du FPR qui s'adonnent aux vols et qui ont une soif démesurée de richesse. Les militaires du FPR se montrent indisciplinés au moment où le président Pasteur Bizimungu rentre du Koweït où il a sollicité une aide en uniformes militaires pour eux.

Les vrais statistiques des réfugiés

Thacien Hahozayezu, Amizero - L'Espoir n° 0, 7 - 14 novembre 1994, pages 6 et 7

Le HCR n'a pas encore publié les chiffres exacts relatifs aux récents réfugiés rwandais. Cet organisme fait souvent état d'un nombre inférieur à la réalité. Le gouvernement en exil affirme que le Zaïre, la Tanzanie, le Burundi et d'autres pays étrangers abritent respectivement 4.050.000, 500.000, 300.000 et 50.000 réfugiés. Le nombre total des réfugiés est de 4.900.000. Il évalue à 1.600.000 les habitants actuels du Rwanda composés surtout de vieux, de veuves, d'orphelins et des réfugiés de 1959 rentrés. Le FPR gouverne donc un pays vide et des journaux de l'intérieur comme *Tuza* ne cessent d'écrire que les campagnes rwandaises sont vides et que le problème des denrées alimentaires se posera sous peu.

La vérité ne se dit pas. Les frontières du " tutsiland" ont été tracées

Hatana, Amizero - L'Espoir n° 0, 7 - 14 novembre 1994, page 7

Les Tutsi avaient pensé qu'après la prise du pouvoir par le FPR, ils feraient appel aux Tutsi de l'extérieur pour peupler le Rwanda. Actuellement, ils se rendent compte que la guerre qu'ils ont eux-mêmes provoquée a emporté beaucoup des leurs et qu'ils ne peuvent plus prétendre occuper tout le territoire rwandais. De plus, ils sont conscients que leur cohabitation avec les Hutu est devenue impossible. C'est pourquoi ils ont créé un "tutsiland" qui prendra une partie de la préfecture de Byumba, toute la préfecture de Kibungo, le parc Akagera et le tronçon de Kigali au Bugesera. Ils pourront protéger facilement ce

morceau de terrain, le jour où les Hutu "peuple majoritaire" reviendront libérer leur pays.

Le FPR a fait un mauvais calcul

Hatana, Amizero - L'Espoir n° 0, 7 - 14 novembre 1994, pages 8 et 9

En tuant le président Habyalimana, le FPR espérait prendre le pouvoir facilement et asservir les Hutu. Les choses ne se sont pas passées comme prévu. Il a alors sollicité le soutien des pays anglophones mais il n'a pas pu prendre les Hutu dans ses filets. Même les Rwandais du Sud (*Abanyenduga*) se sont méfiés de lui car le but du FPR était clair : prendre le pouvoir et rayer de l'histoire la révolution populaire de 1959. Il est temps que les réfugiés rentrent de force pour libérer le pays. Le FPR ne voudra jamais négocier maintenant qu'il a le pouvoir en mains.

Nous rentrerons dans un proche avenir !

Jean-Baptiste Hategekimana, Amizero - L'Espoir n° 0, 7 - 14 novembre 1994, page 9

Quand rentrerons-nous ? C'est la question que se posent tous les réfugiés et ils espèrent rentrer en toute dignité. Ils doivent être tranquilles car leurs nouveaux chefs politiques sont compétents et habiles, l'armée est disciplinée. Les pays étrangers commencent à comprendre la réalité du problème rwandais. En revanche, les réfugiés doivent bien se comporter vis-à-vis des bienfaiteurs ; les complices du FPR qui sèment la zizanie dans les camps n'ont qu'à rentrer immédiatement au Rwanda.

Le gouvernement rwandais en exil a été remanié

J.-B. Hategekimana, Amizero - L'Espoir n° 0, 7 - 14 novembre 1994, pages 9 et 10.

Un nouveau gouvernement en exil a prêté serment, le 1 novembre 1994, à Bukavu. Il est composé comme suit : M. Théodore Sindikubwabo, président de la République ; M. Jean Kambanda, Premier ministre

Col. Athanase Gasake, ministre de la Défense ;

M. Callixte Kalimanzira, ministre des Affaires Sociales et des Réfugiés ;

M. Joseph Kalinganire, ministre de l'Information ;

M. Jérôme Bicamumpaka, ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération ;

M. Stanislas Mbonampeka, ministre de la Justice ;

M. Innocent Habamenshi, ministre du Patrimoine et de l'Équipement ;

M. Frédéric Kayogora, ministre de la Mobilisation de la Jeunesse.

Les réfugiés du Burundi

Hatana, Amizero - L'Espoir n° 0, 7 - 14 novembre 1994, page 11

Il y a 300.000 réfugiés rwandais au Burundi. Ceux-ci proviennent surtout des communes Ngoma, Kibayi et Kigembe de la préfecture de Butare. Au début de la guerre d'octobre 1990, l'on disait qu'aucun Hutu ne peut se réfugier au Burundi, pays des "Inyenzi". Mais il faut savoir que le Nord du Burundi est habité majoritairement par des Hutu qui ont bien accueilli leurs frères du Rwanda.

Je n'aime pas les Hutu.

Amizero - L'Espoir n° 0, 7 - 14 novembre 1994, page 12

La solidarité des Hutu est loin d'être atteinte. C'est chacun pour soi. Au moment où certains courraient derrière leurs intérêts, d'autres se battaient par les armes ou par la presse pour sauvegarder le pouvoir des Hutu; aujourd'hui personne ne les reconnaît. Ils sont ignorés de tous alors qu'ils ont besoin d'aide et de soutien. Pourtant le combat n'est pas fini !

La Radio "RTL" immortelle

Hatana, Amizero - L'Espoir n° 0, 7-14 novembre 1994, pages 12 et 13

La radio "RTL" a bénéficié d'une publicité universelle gratuite. On rejette la responsabilité de tous les morts de la guerre civile rwandaise sur les journalistes de cette radio. Certains journalistes canadiens n'hésitent pas à incriminer la "RTL" sur les ondes de la radio "Muhabura" alors que celle-ci est la radio "la plus haineuse" et on n'en parle jamais. (*article en français*)

Les réfugiés rwandais protestent contre l'envoi des troupes onusiennes dans les camps du Zaïre,

Amizero - L'Espoir n° 0, 7 - 14 novembre 1995, pages 13 à 15

Les réfugiés rwandais ne veulent pas des forces onusiennes dans les camps vu leur penchant passé pour le FPR, leur incapacité à assurer la sécurité pour la population et que leur but est de faire rentrer les réfugiés de force. C'est ce qu'ils écrivent, en français, dans une lettre adressée à M. Boutros Boutros Ghali, Secrétaire Général des Nations Unies.

Le gouvernement en exil présente des préalables pour le retour de tous les réfugiés

Amizero - L'Espoir n°0, 7-14 novembre 1994, page 15

Le gouvernement en exil présente des préalables jugés indispensables pour la restauration de la paix au Rwanda et la réconciliation nationale. Ces préalables au nombre de 11 sont notamment la mise en place des institutions de large consensus (Présidence, Gouvernement, Assemblée nationale), le

désarmement du FPR, la formation d'une armée nationale, la libération inconditionnelle des personnes arrêtées arbitrairement, la relance du processus démocratique pluraliste ainsi que des enquêtes impartiales des crimes commis sur tout le territoire du pays (*texte en français*).

Pourquoi une association de journalistes rwandais en exil ?
Amizero - L'espoir n° 0, 7-14 novembre 1994, page 16

Une Association des Journalistes Rwandais en Exil (AJRE) a été créée dans le but de faire circuler l'information dans les camps, d'améliorer les relations entre les réfugiés eux-mêmes, entre les réfugiés et les organismes d'aide humanitaire et entre les réfugiés et la population locale. De plus, elle se propose de contribuer au respect des droits de l'homme en général et des réfugiés en particulier (*texte en français*).

IMVAHO NSHYA n° 1049, 2 - 8 Novembre 1994

Beaucoup d'erreurs ont été commises
Mweusi Karake, Imvaho Nshya n° 1049, 2 - 8 novembre 1994,
p. 1

Le ministre Ndagijimana s'est enfui avec une importante somme d'argent. Il avait préparé le coup puisque sa famille était toujours à l'étranger. Le Premier ministre a déclaré que M. Ndagijimana était encore à l'essai car suspecté. Pourquoi a-t-on fait confiance à un homme malhonnête ? Le Rwanda manque-t-il d'hommes intègres ? Pourra-t-on récupérer l'argent volé alors qu'il n'y a pas de pièces justificatives ? Pourquoi le gouvernement travaille-t-il au ralenti ? Les anciennes ambassades ne délivrent-elles pas encore de passeports et de visas ? Le pays ne regrettera-t-il pas les fautes qui sont en train d'être commises ?

Que la région du Mutara redevienne le grenier du Rwanda
H. Nyirabikali et P. Gatambire, Imvaho Nshya n° 1049, 2 - 8
novembre 94, pages 2 et 3.

La journée nationale de l'alimentation a été célébrée le 29/10/1994 dans la région de Nyagatare au Mutara. La fête a été honorée par les autorités du pays, le Représentant de la FAO et l'Ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne. Le Mutara est une région d'agriculture, d'élevage et de chasse. L'eau s'y trouve en suffisance. Depuis la fin de la guerre, des réfugiés y sont rentrés avec leurs troupeaux de vaches : 200.000 têtes. On en attend encore 200.000 autres. Il n'y a pas assez d'eau et de pâturage pour toutes ces vaches. Le plus urgent est de chercher des terrains d'élevage. Il faut aussi réexploiter la culture du riz et l'élevage du petit bétail.

La Conférence internationale sur la réconciliation et la
reconstruction du pays est terminée, Charles Sembeba,
Imvaho Nshya n°1049, 2-8 novembre 1994, pages 3 et 4.

La Conférence internationale sur la réconciliation et la reconstruction nationale tenue à Kigali du 22 au 28 octobre 1994 a été organisée par le Collectif des Ligues et Associations de Défense des Droits de l'Homme (CLADHO) en collaboration avec la Fondation pour le Progrès de l'Homme (FPH). Elle réunissait des directeurs d'ONG du Rwanda, d'Amérique, d'Asie, d'Europe et d'Afrique. Différents problèmes ont été abordés : l'impunité, les victimes de la guerre, la mémoire, la société civile, les réfugiés, les terres et la reconstruction de l'administration, les Eglises, la jeunesse et les média.

**Trois mille cinq cents squelettes dans l'Eglise de Nyarubuye
Charles Sembeba, Imvaho Nshya n° 1049, 2-8 novembre
1994, page 5**

Les participants à la conférence sur la réconciliation et la reconstruction du Rwanda, tenue à Kigali du 22 au 28 octobre 1994, sont allés en préfecture de Kibungo pour se rendre compte des dégâts de la guerre. Ils ont visité la région de Rusumo, le centre de rééducation de Nsinda et la commune Rukira. Partout, ils ont constaté la désolation, les champs de caféiers et de bananiers abandonnés. C'est en commune Rukira que les étrangers ont mesuré l'étendue du drame rwandais : plus de 3.500 squelettes humains se trouvent encore dans l'église, au presbytère et au Centre de santé de Nyarubuye. Les victimes ont été massacrées aux environs du 8 avril 1994. Qui aurait imaginé que les milices tueraient dans les églises ?

**L'église catholique est accusée
Ferdinand Murara, Imvaho Nshya n° 1049, 2-8 novembre
1994, page 5**

Le journaliste Ferdinand Murara a parlé avec le Père Jésuite Octave Ugirashebuja, Supérieur de la Communauté de Remera près de Kigali. Ce dernier a déclaré que les prêtres tués à Remera ne sont pas au nombre de 11 mais de 3, plus 6 religieuses et 2 laïcs. Pour lui, l'Eglise du Rwanda doit se réformer. Elle ne doit pas se mêler de la politique. Elle doit être au service de tous, surtout des pauvres, sans distinction d'ethnie. Tous les chrétiens n'ont pas tué, il n'y a que les évêques qui composaient avec Habyalimana.

**A Kigali, les produits des vols sont commercialisés sur les
marchés publics
Immaculée Mukanyonga, Imvaho Nshya n° 1049, 2-8
novembre 1994, page 6**

Dans tous les quartiers de Kigali, on vend des objets pillés ou volés (lits, matelas, ustensiles de cuisine, radios, télévisions...) à des prix très élevés. Les vendeurs veulent tirer le maximum de profit de ces vols. Les acheteurs doivent faire attention de peur de rencontrer les vrais propriétaires des objets ainsi commercialisés.

L'impartialité dans l'aide donnée aux réfugiés

**N. Sembega, Imvaho Nshya n° 1049, 2-8 novembre 1994,
page 6**

Les réfugiés rentrés du Zaïre et installés à Ruhengeri ont créé un syndicat chargé de défendre leurs intérêts. Ils s'indignent contre les ONG oeuvrant au Rwanda et le HCR qui distribuent des aides alimentaires aux réfugiés rwandais du Zaïre et qui ne donnent rien à ceux qui sont rentrés au pays. De plus, ils se demandent pourquoi ces ONG engagent des chauffeurs étrangers alors que la main d'oeuvre est abondante au Rwanda. Personne ne comprend la mission de ces ONG. Il est temps de les renvoyer hors des frontières du Rwanda.

**La ville de Kigali a de nouveau du courant. Pas d'électricité,
pas de développement possible, Ferdinand Murara,
Imvaho Nshya n° 1049, 2-8 novembre 1994, page 7**

Le journaliste de l'Imvaho a demandé à M. Straton Gasigwa, chef du service Electricité à l'Electrogaz, comment cette société s'est tirée d'affaire pour redistribuer le courant. Les employés de l'Electrogaz se sont mis ensemble et ont travaillé jour et nuit pour remettre en état les lignes abîmées notamment celles de Mukungwa, Gihira et Gisenyi. La coopération allemande et la MINUAR ont soutenu leurs efforts. Actuellement les villes de Gisenyi, Kibuye, Cyangugu, Byumba et une partie de Kigali sont éclairées. Les lignes à réparer sont celles venant de Ntaruka et de Kigoma. Elles seront réparées dès que le gouvernement allemand aura donné au gouvernement rwandais le matériel promis.

**Point de vue : Le troisième génocide, par Daniel Fontaine
(tiré du livre " *Essai sur le génocide*" de Alain Destexhe,
Editions Complexe)
Imvaho Nshya n° 1049, 2-8 novembre 1994, page 8**

On ne peut pas mettre au même niveau les exactions des soldats du FPR et le génocide systématiquement planifié. La Belgique et les pays occidentaux qui exigent du pouvoir de Kigali d'intégrer des personnalités du MRND ignorent délibérément le nazisme prêché et pratiqué par ce parti. On ne peut pas distinguer les bons nazis des mauvais. Le vrai processus de réconciliation du peuple rwandais ne pourra commencer que quand les auteurs du génocide seront jugés (*texte en français et en kinyarwanda, traduit par Goretti Uwibambe*).

**Nkotanyi, militaires rwandais, soyez vigilants !
Philbert Rudasingwa, Imvaho Nshya n° 1049, 2-8 novembre
1994, page 10**

Le Rwanda a été endeuillé par les actes criminels des miliciens *Interahamwe*. S'il existe encore des *Interahamwe* à l'intérieur du pays, cela ne veut pas dire que tout Hutu est un milicien. Les militaires rwandais (Inkotanyi) doivent être sages et vigilants. Leur mission est de protéger les citoyens et leurs biens. De plus ils doivent se garder de la débauche qui peuvent les contaminer du SIDA.

Un scandale à l'imprimerie de Kigali
André Ngilimana, Imvaho Nshya n° 1049, 2-8 novembre
1994, page 10

C'est la terreur qui règne à l'imprimerie de Kigali. Le directeur de cette imprimerie, M. Nsengimana, n'a aucune compréhension envers ses employés. En plus, il pratique la ségrégation et le favoritisme dans le recrutement et l'attribution des salaires.

Jeunes, soyez prudents !
Hussein Mutabazi, Imvaho Nshya n° 1049, 2-8 novembre
1994, page 10

Les sanguinaires ont détruit le pays. Ils en ont fait un tombeau. Ce n'est plus qu'un pays de veuves et d'orphelins. Les survivants doivent se réjouir d'avoir la vie sauve et se garder de "*voir la paille dans l'oeil de l'autre...*". La jeunesse doit se soustraire de la débauche, source de beaucoup de maux. Elle doit utiliser sa force pour la reconstruction et le développement du pays.

C'est la panique au Zaïre !
Pay Pay Gatambira Pius, Imvaho Nshya n° 1049, 2-8
novembre 1994, page 11.

L'on se souviendra que les régions Nord-Kivu et Sud-Kivu sont sujettes aux tensions ethniques et racistes entre les autochtones et les habitants d'origine rwandaise. Depuis octobre 1994, les malfaiteurs profitent de cette tension pour s'adonner aux pillages, aux tueries, aux destructions de maison et au viol des femmes. Personne n'est à l'abri de ces débordements dans les régions de Goma, Bukavu, Kalehe, Walikale, Masisi et Rutshuru.

IMVAHO NSHYA n° 1050, 9 - 15 Novembre 1994

Que les ONG aident les nécessiteux !
Mweusi Karake, Imvaho Nshya n° 1050, 9-15 novembre 1994,
page 1

Les ONG et les organismes internationaux sont venus au Rwanda pour aider à la réhabilitation des infrastructures abîmées et au rapatriement des réfugiés, mais ils manquent à leur mission. Ils font converger toute leur aide alimentaire vers Goma alors que les exilés rentrés meurent de faim. L'organisme OIM (Organisme International de Migration) qui normalement organise le transport des réfugiés est au chômage, car les réfugiés de Goma sont pris en otage par les miliciens *Interahamwe*. Pourquoi cet organisme n'offre-t-il pas ses services aux anciens exilés pauvres de l'Uganda, du Kenya, de Masisi et de Bukavu ? Pourquoi la MINUAR n'aide-t-elle pas au rapatriement des personnes qui sont sur la route Mombasa-Kigali par où vient son matériel ? Aider un pays signifie-t-il se pavaner dans de telles voitures ?

**17ème journée de l'information en Afrique : information pour l'unité, non la dissension ,
Hélène Nyirabikari, Imvaho Nshya n° 1050, 9-15 novembre 1994, page 2**

Le Rwanda était encore en deuil le 1er novembre 1994, le jour où il a fêté pour la 17^e fois l'information en Afrique. Le secteur de l'information est également endeuillé : 35 journalistes ont été assassinés et une partie de la presse rwandaise a contribué au génocide. Tous les discours prononcés à cette occasion ont insisté sur le rôle de la presse dans l'éducation à l'amour, à la paix, à la réconciliation et à l'unité nationale. La presse doit être au service de la population et doit servir de lien direct entre les dirigeants et les citoyens.

**Après cent jours d'existence, le bilan du gouvernement est positif
Goretti Uwibambe, Imvaho Nshya n° 1050, 9-15 novembre 1994, page 3**

Le Premier ministre, M. Faustin Twagiramungu, est content des réalisations de son gouvernement : nomination des préfets civils, entrée des recettes dans la caisse de l'Etat, relance de l'agriculture, fonctionnement des hôpitaux, libéralisation et privatisation du commerce, réouverture des écoles... Le gouvernement doit encore affronter des problèmes financiers, des questions sociales (trop d'orphelins), de la sécurité et des soins de santé. En marge de ce bilan, le Premier ministre a dû répondre aux questions des journalistes concernant le vrai détenteur du pouvoir au Rwanda, le rôle des pays francophones dans la résolution des problèmes rwandais, l'accueil des anciens réfugiés et la réintégration des déplacés de guerre dans leurs biens.

En commune Rubavu et Rwerere, 36 personnes ont été tuées par des malfaiteurs venus du Zaïre, Hélène Nyirabikari, Imvaho Nshya n°1050, 9-15 novembre 1994, page 4

Dans la nuit du 31 octobre 1994, les habitants des secteurs Byahi en commune Rubavu et Kinyanzovu en commune Rwerere ont été réveillés par des bruits de balles et de grenades. Les personnes tuées sont des membres des familles Cyanzagara, Kinyogote et Ntakazalimara dont les habitations étaient contiguës à la frontière rwando-zaïroise. Les voisins ainsi que les agents de sécurité imputent ces violences aux miliciens *Interahamwe* venus du Zaïre, qui, à plusieurs reprises et en collaboration avec les anciens militaires, ont tenté d'attaquer les soldats du FPR sur leurs positions.

**Le Général Major Kagame déclare : " *le militaire indiscipliné recevra une punition exemplaire*",
P. P. Gatambiye, Imvaho Nshya n° 1050, 9-15 novembre 1994, page 5**

Le 3 novembre 1994, le major Paul Kagame, vice-président du pays et ministre de la Défense, a rendu visite aux militaires de Kibungo. Dans le message qu'il leur a adressé, il a parlé de la difficulté du gouvernement à leur trouver des logements, du matériel adéquat, des uniformes, des aliments en suffisance ainsi que les salaires. Il a dit que la remise des salaires et des uniformes était imminente. Cependant, il a mis en garde les militaires qui s'adonnent aux actions de vol, de pillage, de terrorisme et de cupidité. Les militaires qui feront des écarts seront punis de façon exemplaire.

**Les tueries et les vols sont excessifs dans la ville de Kigali
Pay Pay Pius Gatambiye, Imvaho Nshya n° 1050, 9-15 novembre 1994, page 5**

On croyait que les massacres, les vols et d'autres calamités étaient l'apanage des tueurs partis au Zaïre. Malheureusement, ces maux sévissent encore à Kigali. Ce sont des actes de bandits ou de soldats. Les plus visés sont les propriétaires des moyens de locomotion, les habitants des maisons bien équipées, spécialement les changeurs de monnaie... Les autorités devraient faire des enquêtes sérieuses sur la situation et adopter des attitudes fermes avant qu'il ne soit trop tard.

**Si la justice n'est pas rendue, la vengeance fera la loi
Immaculée Mukanyonga, Imvaho Nshya n° 1050, 9-15 novembre 1994, page 6**

Les lois interdisent la vengeance, car seule la justice est chargée de punir les malfaiteurs, et ce, suivant la gravité de leur crime. Le ministre de la Justice, M. Alphonse Marie Nkubito, déplore le nombre limité de juges et l'insuffisance des moyens, lacunes qui freinent la bonne marche des instances judiciaires. Il regrette le retard de la mise en place du Conseil Supérieur de la Magistrature et de l'Assemblée Nationale, seules institutions habilitées à rétablir l'organigramme de l'appareil judiciaire. Il a demandé que les prisonniers soient détenus aux endroits autorisés par la loi. Le procureur François Nsanzuwera, lui, a déclaré que la plupart des détenus sont réellement impliqués dans les massacres mais que d'autres sont victimes de la jalousie pour leurs biens et leurs postes de travail, de règlements de comptes... Il a affirmé sa détermination à poursuivre les personnes qui, de concert avec d'autres, s'approprient leur biens ou occupent leur emploi...

**J'ai eu une entrevue avec la Présidente du Mouvement pour la Promotion de la Femme et du Bas Peuple (MFBP)
Hélène Nyirabikali, Imvaho Nshya n° 1050, 9-15 novembre 1994, page 7**

Madame Gaudence Nyirahabimana, présidente du MFBP, est rentrée au Rwanda au mois de septembre 1994. Elle a déclaré qu'elle ne s'était pas enfuie mais qu'elle avait accompagné les fuyards. Elle est revenue au Rwanda pour voir ce qui s'y passe afin de faire un rapport au Mouvement pour la Réconciliation nationale, basé à Goma et dont elle est la secrétaire générale. Elle souhaite que les récents réfugiés puissent rentrer au Rwanda sans être inquiétés et qu'on attende l'arrêt des Cours et Tribunaux pour désigner les responsables des massacres.

**Stop Press : une nouvelle à la une
Mweusi Karake, Imvaho Nshya n° 1050, 9-15 novembre 1994, page 7**

Le Rwanda n'a pas été invité par la France au sommet franco-africain des chefs d'Etats. Les raisons non dévoilées de l'attitude de la France est que ce pays ne reconnaît pas le gouvernement de Kigali et qu'il ne souhaite pas voir le problème rwandais à l'ordre du jour de ce sommet. Pourtant Mobutu dont les relations avec la France étaient gelées depuis longtemps a été invité.

**Le ministre Züber déclare : "*je vais être le messenger du Rwanda*"
Charles Sembeba, Imvaho Nshya n° 1050, 9-15 novembre 1994, page 8**

Monsieur Walter Züber, ministre de l'Intérieur et des Sports de la Rhénanie-Palatinat, a effectué une visite officielle de dix jours au Rwanda. Il a vu, il a écouté et il a compris le drame du peuple rwandais. Il a déclaré que le Rwanda avait besoin d'une sorte de "*plan Marshall*" pour lui permettre de se relever des conséquences de la guerre. Il a ajouté que pour respecter intégralement les droits de l'homme, le Rwanda avait besoin d'un appui dans la consolidation de l'appareil judiciaire.

**Les enseignants ne savent plus à quel Saint se vouer
Vénérande Hategekimana, Imvaho Nshya n° 1050, 9-15 novembre 1994, page 8**

L'UNICEF avait promis un salaire de 30 dollars pour chaque enseignant, tandis que le PAM avait promis de compléter cette somme par une ration alimentaire. A ce jour, les enseignants n'ont encore rien reçu. C'est pourquoi, ils ont décidé de consacrer une demi journée à l'enseignement et l'autre demi-journée à des occupations plus rentables. L'UNICEF pourrait ne pas tenir ses promesses faute de moyens et vu le nombre élevé d'enseignants à rémunérer. Heureusement, le ministre des Finances est en voie de trouver les salaires de

juillet, août et septembre ; le PAM, a commencé la distribution de denrées alimentaires.

**99 gendarmes viennent de terminer leur formation
Charles Sembeba, Imvaho Nshya n° 1050, 9-15 novembre
1994, page 8.**

Une formation pour 99 gendarmes a été organisée par la MINUAR à la demande du gouvernement. Dans son discours de clôture, le Général-Major Paul Kagame a insisté sur la mission essentielle de la gendarmerie, qui est d'assurer la sécurité de la population et de leurs biens. La gendarmerie, a-t-il dit, doit contribuer à donner une belle image du pays. La MINUAR a promis son soutien pour d'autres formations.

**A Gisenyi, les réfugiés rentrent nombreux mais ils ne sont
pas tous traités de la même manière,
Pay Pay Pius Gatambiye, Imvaho Nshya n° 1050, 9-15
novembre 1994, page 9**

Trois organismes s'occupent du rapatriement et de l'accueil des réfugiés rwandais. Il s'agit de l'Organisme International de Migration (OIM) chargé du transport, l'Association Américaine de l'Accueil des Réfugiés (CARE) et du Haut Commissariat pour les Réfugiés (HCR). Bien que ces trois organismes aient rapatrié près de cent mille personnes, ils semblent négliger les exilés de 1960 pour ne s'occuper que des réfugiés récents à l'apparence misérable. Tous les réfugiés ont besoin de moyens de transport et de sécurité.

**L'enquête sur la mort du Colonel Mayuya continue
Immaculée Mukanyonga, Imvaho Nshya n° 1050, 9-15
novembre 1994, page 11**

Le ministre de la Justice, M. Alphonse Marie Nkubito, a déclaré que l'enquête sur l'assassinat du colonel Mayuya continue même si pendant un certain temps l'affaire a été gelée par les autorités qui en étaient chargées. La mort de Mayuya reste un mystère. Il existe trois hypothèses sur les supposés criminels : Mme Agathe Habyalimana et le colonel Serubuga ; certains des officiers emprisonnés à cause de cette affaire et le FPR. Il est temps que la justice fasse éclater la vérité au grand jour.

KANGURA n° 62, 1 - 15 Novembre 1994

**Editorial : Pourquoi les Hutu n'ont-ils pas de secrets?
Kangura n° 62, 1 - 15 novembre 1994, pages 1 et 2**

Quand attaquerons-nous le Rwanda ? Y'a-t-il assez d'armes ? Devrons-nous tuer tous ceux qui sont restés au pays ? Voilà les sujets de conversations dans les rues, dans les cabarets, au marché... Ces problèmes ne regardent pas les autorités.

Le jour venu, les instructions nécessaires seront données. Le retour au pays a été minutieusement préparé.

Une autre face de la guerre du Rwanda
Kangura n° 62, 1 - 15 novembre 1994, pages 3 à 6

Le monde entier a eu connaissance de la tragédie rwandaise mais personne n'a essayé d'en découvrir la véritable origine et la cause profonde. Beaucoup de personnes parlent d'une guerre ethnique entre les Hutu et les Tutsi. Pourtant l'origine est l'attaque du pays par les anciens réfugiés qui voulaient déstabiliser le régime populaire des Hutu. Les Etats-Unis d'Amérique ont quelque peu aidé ces réfugiés. Depuis 1989, le gouvernement américain était au courant de l'attaque par l'armée ougandaise, dont les hauts officiers étaient des Tutsi d'origine rwandaise. Entre 1989 et 1992, ce même gouvernement a donné à l'Uganda une aide militaire de 1 million de dollars et une aide économique de 183 millions de dollars. A cette époque, le Rwanda n'a même pas eu la moitié de l'aide accordée à l'Uganda. Au moment où les Etats-Unis aidaient Museveni qui soutenait les maquisards, le gouvernement rwandais a été poussé à commettre des violences contre les droits de l'homme. Ceux qui voudront expliquer la tragédie rwandaise devront se référer à l'histoire de l'Afrique, spécialement à celle du Rwanda et du Burundi. Depuis la nuit des temps, il existe des tensions et des luttes pour le pouvoir entre les Hutu et les Tutsi. Le sang n'aurait pas coulé au Rwanda si le FPR et l'Uganda n'avaient pas attaqué pour instaurer un pouvoir anti-démocratique au Rwanda.

Un scandale dans le camp de Katale
Kangura n° 62, 1 - 15 novembre 1994, pages 8 et 9

Les disparitions mystérieuses et fréquentes de réfugiés du camp de Katale ont poussé la population à élire un comité de sécurité. Il est étonnant qu'une employée de Care Canada ait refusé les agents de sécurité élus par les réfugiés pour désigner des gens reconnus pour leur brutalité et leur malhonnêteté. L'intéressée travaillait pour le FPR en complicité avec d'autres fonctionnaires de Care Canada. Ces derniers distribuaient des tracts dans les camps. Depuis que leur plan a été découvert, Care Canada est parti et ce sont les Japonais qui s'occupent de l'aide humanitaire. Il y a des agents du FPR partout, les réfugiés doivent rester vigilants !

Nous devons rentrer de force et dans les meilleurs délais
Hassan Ngeze, Kangura n° 62, 1 - 15 novembre 1994, pages 9 et 10

"Nous en avons assez du mépris et de l'arrogance du FPR". Toute la ville de Kigali est pleine de Tutsi venant du Burundi, de l'Uganda, du Zaïre et d'ailleurs. Ils occupent des maisons et ne veulent pas les céder aux vrais propriétaires. Ils préfèrent tuer et se prévaloir de la victoire du FPR. Pour eux, les Hutu doivent disparaître, même les hauts dignitaires comme MM. Bizimungu et Twagiramungu qui n'ont rien à dire. Le malheur est que ceux-ci refusent d'affirmer que le génocide des Hutu a commencé. Puisque les *Inkotanyi* (le FPR) ont refusé les négociations, le peuple majoritaire doit libérer son pays.

La réconciliation et l'unité sont-elles possibles entre les Hutu et les Tutsi ?

Kangura n°62, 1 - 15 novembre 1994, pages 10 à 12

A l'époque du président Habyalimana, on croyait que l'unité entre les Hutu et les Tutsi était chose acquise. Personne ne pouvait penser à l'attaque des Rwandais qui vivaient à l'étranger. On s'est bien rendu compte que l'unité tant chantée était superficielle et qu'elle était faussée par la politique de l'équilibre. Il aurait fallu que chaque Rwandais soit jugé sur ses valeurs et non sur son ethnie. La réalité actuelle est que le sang a coulé et que les deux ethnies ont autant souffert l'une que l'autre. Le FPR devrait comprendre que c'est grâce aux souffrances du peuple rwandais qu'il a accédé au pouvoir. Il devrait accepter ses torts et la résolution pacifique du problème des réfugiés. C'est à ces deux conditions que le peuple rwandais sera réconcilié et unifié.

Quelles nouvelles au Rwanda ?

Kangura n° 62, 1 - 15 novembre 1994, pages 12 et 13

La réalité de ce qui se passe au Rwanda finira par être découverte. Tout a commencé par la fuite de M. J.M. Vianney Ndagijimana, Hutu, qui était ministre nommé des Affaires Etrangères. Il n'a pas supporté les exactions et l'arrogance du FPR.

Trois cents Inkotanyi (agents du FPR) ont été envoyés dans la ville de Goma pour tuer les Hutu, Kangura n° 62, 1 - 15 novembre 1994, page 13

D'après des informateurs du Rwanda, le FPR aurait envoyé dans la ville de Goma 300 agents pour tuer les politiciens, les journalistes et les chefs de l'ancienne armée rwandaise. Sur la liste de ceux qu'ils doivent éliminer figurent les noms de MM. Ngeze Hassan, Simon Bikindi, le général Bizimungu, le général Kabiligi et le Ministre Mugenzi. Des agents de ce genre seront envoyés dans tous les camps des réfugiés rwandais.

Où sera installé le Tribunal International ?

Kangura n° 62, 1 - 15 novembre 1994, pages 13 et 14

Beaucoup de personnes pensent que le Tribunal International chargé de juger les responsables des massacres au Rwanda sera installé à la Haye en Hollande. Qui comparaitra devant ce Tribunal ? Le FPR a déjà dressé la liste de ceux qui n'épousent pas son idéologie. Il s'est attaqué à toute personne capable de représenter valablement les Hutu lors du partage du pouvoir. Mais le gouvernement en exil a aussi établi une liste de tous les victimes du FPR, les coupables de ces massacres sont également connus.

Quels sont les politiciens qui se sont montrés cupides depuis notre exil ?

Kangura n° 62, 1 - 15 novembre 1994, page 14

Comme il a été dit dans les autres numéros de Kangura, la cupidité de certaines autorités a scandalisé la population. Ils ont oublié que le bénéfice provenant des biens publics vendus aurait aidé à faire face aux dépenses inévitables pour le retour au pays. Parmi les biens vendus figurent 610 camions, 1.380 voitures, du café pour une valeur de 300.000 \$, du minerai, tous les camions de la STIR et tous les biens de PETRORWANDA. La liste des malfaiteurs sera publiée après les enquêtes menées par le journal Kangura.

Nous ne voulons plus de politiciens incapables, civils ou militaires

Kangura n° 62, 1-15 novembre 1994, page 15

Les personnes incapables dont il s'agit, sont surtout celles qui ont été placées à des postes de responsabilité par clientélisme ou favoritisme. Ces personnes sont incapables de réfléchir et de prévoir. Elles s'approprient les biens publics. Certaines ne se rendent pas compte de la tragédie vécue par la population. Qu'elles démissionnent puisque personne ne peut plus compter sur elles.

Kangura a pardonné, Kangura n° 62, 1 - 15 novembre 1994, page 15

M. Ngeze Hassan a pardonné aux politiciens et aux militaires qui le poursuivaient alors qu'il leur donnait des conseils utiles

Rentrerons-nous réellement à la fin de l'année ?

Ngeze Hassan, Kangura n° 62, 1 - 15 novembre 1994, pages 15 et 16

C'est la première fois dans l'histoire mondiale qu'un peuple refuse de se courber devant un nouveau pouvoir et qu'il préfère quitter le pays. C'est la première fois que le HCR emploie son budget d'une année en une semaine seulement. Les pays membres de l'ONU continueront-ils à cotiser à ce rythme ? Le pouvoir de Kigali demande de l'aide pour la reconstruction mais ces pays savent pertinemment que la guerre n'est pas finie d'autant plus que le FPR refuse de négocier avec le gouvernement en exil. La population majoritaire n'acceptera pas de rester longtemps à l'étranger. Il est temps qu'elle se prépare à attaquer.

**Nous avons rendu visite aux réfugiés au Burundi
Kangura n° 62, 1 - 15 novembre 1994, page 16**

Les réfugiés rwandais sont concentrés dans les provinces de Ngozi, Muyinga et Kirundo. C'est à Ngozi que 50 réfugiés ont été tués par des militaires burundais, en complicité avec le FPR. Les réfugiés du Burundi sont isolés, ils sont dans un pays hostile, aucune autorité du gouvernement en exil ne leur a rendu visite. Mais les organismes d'aide humanitaire, tel que le HCR, les assistent valablement.

**Nous avons visité les camps de réfugiés rwandais à l'étranger
Kangura n° 62, 1 - 15 novembre 1994, page 17**

Les réfugiés rwandais au Zaïre sont au nombre de 2,5 millions ; ceux du Kenya, 3.420 et ceux du Gabon 731. Tous aspirent à une chose : rentrer au pays.

LE FLAMBEAU n° 20, 15 Novembre 1994

Editorial : Le contexte actuel

Adrien Rangira, Le Flambeau n° 20, 15 novembre 1994, page 3

M. Mitterand n'a pas invité le Rwanda au sommet franco-africain sous prétexte que depuis que le FPR a pris le pouvoir, le Rwanda fait partie des pays anglophones. Maintenant on comprend pourquoi il a toujours soutenu le régime dictatorial de Habyalimana et pourquoi il a assisté en spectateur quand le gouvernement de Kambanda et les miliciens *Interahamwe* ont plongé le pays dans un bain de sang. Il luttait pour le maintien de la langue française au Rwanda. Pourtant, qui connaît mieux le français que MM. Pasteur Bizimungu et Faustin Twagiramungu ?

Les partis politiques existent-ils encore au Rwanda ?

Adrien Rangira, Le Flambeau n° 20, 15 novembre 1994, pages 4 et 5

Le vent démocratique qui a soufflé sur l'Afrique, a permis la création de plus de quinze partis au Rwanda. Les grands partis étaient le MDR majoritairement Hutu, le PL majoritairement Tutsi, le PSD taxé de sudiste et le MRND, ancien parti unique du président Habyalimana. Les trois premiers avaient beaucoup d'adhérents. Ils tenaient un même langage sur la démocratie et l'unité du pays. Ils luttait contre la corruption, la cupidité et le non respect des droits de l'homme qui caractérisaient la politique de Habyalimana. Au fil des jours, les chefs des partis ont été liquidés, d'autres ont été corrompus de telle façon qu'à la veille du 6 avril 1994, il n'y avait plus que deux blocs: le MRND (Hutu) et le FPR (Tutsi). Après l'enfer que vient de traverser le Rwanda, quel parti peut prétendre être le plus important ? Quel parti peut prétendre avoir le plus d'adhérents ? Pour le moment, la reconstruction du pays a besoin de toutes les forces vives du

pays, c'est pourquoi la distribution des emplois ne doit pas tenir compte des tendances politiques.

Quelle valeur ont encore les Accords d'Arusha ?

Adrien Rangira, Le Flambeau n° 20, 15 novembre 1994, pages 6 et 7

Le 4 août 1993, les Accords d'Arusha ont été signés par le président Juvénal Habyalimana au nom du gouvernement rwandais et par M. Alexis Kanyarengwe, au nom du FPR. Ces accords comprenaient six chapitres : l'arrêt des combats ; la création d'un Etat de droit ; le partage du pouvoir ; le rapatriement des réfugiés et la réintégration des déplacés de guerre dans leurs biens ; la fusion des deux armées ; conclusions et annexes. Après la signature des Accords d'Arusha, le président Habyalimana a créé la RTLM qui a semé et propagé le virus de l'ethnisme. Il a infiltré et détruit les partis avec ce virus. Les assassinats politiques se sont multipliés. Le 6 avril 1994, il est mort mais il avait bien préparé son plan macabre. Ses successeurs et son réseau zéro ont procédé au génocide politico-ethnique des Tutsi. Que reste-t-il des Accords d'Arusha ? Le MRND ne les a-t-il pas foulés aux pieds avec ses massacres ? Pour le moment, ce qui est urgent c'est de mettre en place l'Assemblée Nationale qui établirait une nouvelle Constitution à partir de la Constitution du 10 juin 1991, des articles restés intacts des Accords d'Arusha et de la déclaration du FPR sur le nouvel Etat rwandais.

Pas de négociations avec le MRND !

Le Flambeau n° 20, 15 novembre 1994, page 8

Ceux qui prônent des négociations entre le gouvernement de Kigali et le MRND n'ont pas d'arguments valables. En effet, nul n'est exclu du pays, tout Rwandais a une place au Rwanda. Pourquoi faut-il des négociations avec les récents réfugiés ? Les Accords d'Arusha avaient donné la part du MRND en tant que force politique acceptant le respect des droits de l'homme. Mais qu'a-t-il fait ? Il s'est occupé de préparer le plan de massacre avant, pendant et après les négociations d'Arusha. Le MRND s'est désolidarisé totalement des Accords d'Arusha et aucun de ses adhérents n'a les mains propres ! Le pays doit se reconstruire sur la base d'une vraie justice, d'une démocratie claire et du respect intégral des droits de l'homme.

Pourquoi faire à l'autre ce que tu ne voudrais pas qu'on te fasse ?

J.M. Vianney Rudahunga, Le Flambeau n° 20, 15 novembre 1994, pages 9 et 10

La vie reprend petit à petit dans la ville de Kigali. La plupart des gens, des jeunes aux vieux, font du commerce et recherchent le bénéfice immédiat sans beaucoup d'efforts. C'est la course éperdue après l'argent. On voit encore les traces de la guerre : maisons détruites, amertume dans les regards et sûrement dans les coeurs. Mais doit-on en rester là ? Pourquoi doit-on suspecter tout le monde ? Pourquoi vouloir se venger même sur des innocents ? Qui est coupable ? Qui ne l'est pas ? Chacun n'a-t-il pas sa part de responsabilité dans la guerre ?

Que pour une fois on respecte la personne humaine et qu'on laisse la justice faire son travail !

L'Etat doit combattre la fraude

Albert Semuhungu, Le Flambeau n°20, 15 novembre 1994, page 11

Le commerce est un secteur important de la vie nationale. Il est régi par des lois bien définies. Quand il est guidé par la fraude et la corruption, l'économie du pays en pâtit. L'exemple le plus concret c'est le Zaïre. La fraude et la corruption se sont infiltrés dans le commerce rwandais : fausses déclarations, pots de vin aux douaniers, prix concurrençant ceux des produits locaux. Si les Ministères du Commerce et de la Défense Nationale n'adoptent pas des mesures énergiques, l'économie du pays se relèvera difficilement.

Des problèmes difficiles à résoudre

Adrien Rangira, Le Flambeau n°20, 15 novembre 1994, page 12

Les journaux parlent souvent des problèmes de logement, de sécurité, de vol à main armée, d'extrémisme ethnique, de dissensions au sein du gouvernement, mais oublie de traiter des problèmes fondamentaux dont la solution entraînerait celle des autres. En effet, il est urgent de relancer l'économie nationale pour permettre à la population d'avoir le minimum vital et d'élever tout doucement son standing de vie, de partager équitablement le patrimoine du pays et d'éviter ainsi la petite bourgeoisie.

Nous avons parlé avec M. Prosper Higiroy, Vice-président du Parti Libéral (PL)

Adrien Rangira, Le Flambeau n° 20, 15 novembre 1994, page 13

Les rumeurs circulent que le Parti Libéral est lésé dans la distribution des postes importants. Il semble que le partage se fait entre le FPR, le MDR et le PSD ; les partis PL et PDC sont tenus à l'écart, tandis que les partis PDI, PSR et UDPR sont complètement ignorés. Concernant le problème du PL, M. Prosper Higiroy n'a pas nié que son parti ait été lésé dans la nomination des diplomates et des préfets de Préfectures. Il explique qu'au départ la nomination des diplomates devait se faire suivant les compétences et non l'appartenance politique. Par ailleurs, pour éviter des discussions interminables au gouvernement, le problème des préfets a été laissé à la décision du Président de la République, du premier Ministre et du ministre de l'Intérieur.

Le "génocide" du SIDA présent à nos portes !

Ignace Kisu, Le Flambeau n° 20, 15 novembre 1994, page 14

Le premier génocide a été perpétré par les miliciens *Interahamwe*. Le deuxième s'appelle SIDA, il a été préparé par ces mêmes miliciens quand ils ont violé les filles. Celles-ci propagent le virus partout. Les personnes qui en sont atteintes se conduisent comme des fous : ivrogneries, accidents de route, vol, agressivité...

Trop d'accidents de la route !

Adrien Rangira, Le Flambeau n° 20, 15 novembre 1994, page 14

Kigali est devenu un abattoir ; il y a trop d'accidents de la circulation. Ces accidents sont dus à l'ignorance du code de la route et du véhicule, de la non connaissance de la ville de Kigali et du manque de contrôle sur les routes. Les autres villes ne sont pas épargnées non plus par ce fléau !

Rendons sa valeur à notre langue

Adrien Rangira, Le Flambeau n° 20, 15 novembre 1994, page 14

La langue parlée actuellement au Rwanda est un mélange de kinyarwanda, de français, de swahili et d'anglais. Il est temps qu'on parle un kinyarwanda pur, sinon ce ne sera plus une langue. Il ne faut pas pour autant négliger les autres langues.

L'unité nationale et le génocide

Munyaburanga Basengo, Le Flambeau n° 20, 15 novembre 1994, page 15

Le président Habyalimana a commis un crime contre le peuple rwandais et contre l'humanité. Ce crime reste impuni, le Tribunal International tarde à s'installer pour juger les criminels. Même si les tueurs sont jugés et condamnés, les vies humaines perdues ne reviendront pas. Le génocide est irréparable, sa plaie est incurable. Entre-temps, les rescapés jouissent pleinement de la vie, ils ne s'organisent pas pour défendre les droits des victimes ou pour aider les enquêteurs. L'unité du pays ne peut se consolider que si chacun se sent parfaitement sécurisé et qu'il jouit pleinement de son droit à la vie.

L'ERE DE LIBERTE n° 15, Novembre 1994

Editorial : L'unité nationale

Elie Mpayimana, L'Ere de Liberté n° 15, novembre 1994, page 3

L'unité nationale est nécessaire, c'est vrai. Mais elle ne doit pas être conditionnée par l'élargissement du pouvoir politique aux assassins. Les étrangers qui exigent l'entrée d'assassins au gouvernement rwandais n'ont qu'à remporter leur aide chez eux ! L'unité et la réconciliation du peuple rwandais doivent trouver leur fondement dans la vraie justice. Les auteurs des massacres doivent être jugés et condamnés.

J'ai très peur !

Pierre Damien Ndabakenga, L'Ere de Liberté n°15, novembre 1994, pages 3 à 5

On se demande si l'ONU et les Blancs ne veulent pas un autre génocide au Rwanda quand ils décident que : - aucun Rwandais ne fera partie du Tribunal International ;

- les coupables seront détenus en dehors du Rwanda ;
- les actes antérieurs au 1er janvier 1994 ne seront pas objet d'enquêtes ;
- les preuves manquent pour incriminer certains suspects.

La justice et l'impérialisme occidentaux sont en train d'innocenter les criminels au détriment du bas peuple. Les vrais coupables sont les anciens détenteurs du pouvoir : ils ont incité la population au racisme et à la violence par leurs discours incendiaires à la Radio Rwanda, à la Radio Télévision Libre des Mille Collines (RTL), lors des meetings, dans les journaux comme *Kangura* et *Nyiramacibili*. Ils ont exercé et armé les miliciens *Interahamwe*. Les preuves de leur criminalité existent, mais une partie de la communauté internationale ne veut pas les voir.

Nous voulons des meetings

Anaclet Nyilimbibi, L'Ere de Liberté n° 15, novembre 1994, pages 6 et 7

Les partis politiques ne sont pas disparus, ils existent encore. Que les leaders du parti PSD parlent. Que le président du MDR, M. Faustin Twagiramungu, dise où en est le parti. Que le FPR présente son projet de société d'autant plus que les extrémistes (CDR nouvelle version) se réclament du FPR. La population veut la reprise des activités des partis ; elle veut adhérer librement à tel ou à tel parti politique. Elle veut entendre parler de l'avenir politique, économique et social du pays.

Les autorités religieuses rwandaises ont exagéré !

Elie Mpayimana, L'Ere de Liberté n° 15, novembre 1994, pages 7 et 8

Avec sa malignité subversive, le président Habyalimana avait su gagner la confiance des hommes de religion qui le considéraient comme un homme pieux et pacifique. Il les a toujours associés à ses actes : il en a nommé au Comité Central du MRND et à la Commission Nationale de Synthèse. Il s'est rallié 26 prêtres pour la création de la radio RTL. Quand le génocide d'avril à juillet 1994 a commencé, les autorités ecclésiastiques se sont voilé la face, même quand des prêtres, des religieux et religieuses en ont été victimes. Le virus du racisme les

avait profondément atteints. *Le journal "L'Ere de Liberté" publie aux pages 7 et 8 la liste des membres de la Commission Nationale de Synthèse et celle de religieux tués à Nyamirambo et à Kabgayi.*

Construisons le pays en respectant les droits de la personne humaine

Elie Mpayimana, L'Ere de Liberté n°15, novembre 1994, pages 8 et 9

"Fais à l'autre le bien que tu souhaites qu'il te fasse". Depuis un certain temps, on souhaite la comparution en justice des auteurs du génocide mais on continue à mépriser la personne humaine. Les autorités et les agents de l'ordre courent derrière leurs propres intérêts ; des gens disparaissent mystérieusement ; les prisonniers n'ont pas droit aux visites ; les personnes nanties sont traitées de miliciens... celles qui n'idolâtrèrent pas le FPR sont méprisées. Bref, on a l'impression que l'extrémisme hutu tant décrié est en train d'être remplacé par un extrémisme tutsi ; les deux sont nuisibles au pays.

Les médias de la haine,

L'Ere de Liberté n° 15, novembre 1994, pages 10 et 11

Les hommes politiques avaient fait de la presse rwandaise une arme de guerre. Les journalistes étaient devenus comme des soldats luttant sur le front, pour la victoire de leur clan et piétinant délibérément la vérité. Les journalistes dénoncés pour avoir incité la population à la haine raciale et à la violence sont ceux de Radio Rwanda et de la radio RTLM ainsi que ceux des journaux *Kangura*, *Médaille Nyiramacibiri*, *Echo des Mille Collines*, *Kamarampaka*, *Ijambo*, *Umurangi* et *Ibyikigihe*.

(Leurs noms sont repris aux pages 10 et 11 - article en français).

Le scandale !

L'Ere de Liberté n° 15, novembre 1994, pages 12 et 13

Le nouveau président du gouvernement en exil au Zaïre, M. Casimir Bizimungu, a la mission difficile de reconquérir le Rwanda et de faire rentrer les réfugiés sans qu'il y ait des jugements. Le premier Ministre, M. Jean Kambanda, doit sensibiliser la population des camps à leur retour imminent derrière les Forces Armées Rwandaises et les miliciens "*Interahamwe*". Il est épaulé par Mme Marie Claire Mukamugema, épouse de M. Stanislas Mbonampeka, par M. Bosco Barayagwiza (du parti CDR), M. Tharcisse Renzaho, ancien préfet de la ville de Kigali et d'autres. Ils assurent la population qu'ils ont acquis des armes en suffisance. Quand on fait une retrospective dans l'histoire, on constate que les leaders de Goma ont eu soif de sang dès leur jeune âge. On les retrouve comme meneurs lors des violences de 1973 dans les écoles secondaires et à l'Université, violences qui se sont clôturées par le coup d'Etat du 5 juillet 1973. Les noms de jeunes adhérents du réseau zéro sont repris à la page 12 ; ce sont eux qui ont propagé le culte du "*hutisme*", lequel a atteint son paroxysme en avril 1994.

Ils ont détruit notre école !

**Jean Damascène Mulindahabi , L'Ere de Liberté n° 15,
novembre 1994, page 13**

Le collège Apacope était considéré par le pouvoir en place comme "le bastion du FPR". C'est ainsi que dès 1990, on a commencé à persécuter et à faire disparaître ceux qui étaient considérés comme opposants au régime. En avril 1994, la leçon du génocide a été donnée au collège APACOPE : on a exterminé les élèves et les professeurs ; on a détruit et brûlé l'équipement de cette école. Bref, le "bastion du FPR" a été réduit en cendres.

Nous avons parlé avec l'abbé Célestin Hakizimana du Centre National de Pastorale St Paul,

**Emmanuel Ngezahayo, L'Ere de Liberté n° 15, novembre 1994,
pages 13 et 14**

Lors des événements d'avril 1994, l'abbé Célestin Hakizimana a préféré rester avec les réfugiés du Centre National de Pastorale St Paul pour les encadrer et les reconforter. Les abbés Anaclet Mwumvaneza, Protais Safi, Gallican Ndayisaba, Emmanuel Tubane et Paulin Munyazikwiye sont restés avec lui. L'abbé Célestin Hakizimana pense que l'Eglise catholique a commis des erreurs : elle doit se convertir et se mettre à l'écart de la politique pour mieux transmettre son message évangélique ; il sera très difficile pour le peuple rwandais d'oublier les victimes des deux forces en conflit, MRND et FPR ; la seule façon de calmer la population est que les coupables des deux côtés puissent être jugés et condamnés ; la peine de mort est à éviter ; elle ne donne pas au coupable le temps de se repentir ; le nouveau Rwanda est composé des rescapés des miliciens, des rescapés des combats entre le FPR et les FAR ainsi que de réfugiés qui rentrent au pays. Ces trois catégories représentent la nation ; elles doivent agir en conséquence et respecter intégralement les droits de la personne humaine ; la nouvelle armée est une armée nationale, elle doit être au service du peuple et non d'un clan.

LE TRIBUN DU PEUPLE n° 35, Novembre 1994

**Editorial, Herménégilde Shyaka, Le Tribun du Peuple n° 35,
novembre 1994, page 2**

La population se demande ce que fait le gouvernement. La vie devient de plus en plus intenable : montée vertigineuse des prix, absence de salaires pour les fonctionnaires, absence des institutions de base et de l'Assemblée Nationale ainsi que la peur de la reprise des combats. Les autorités ne sont pas à l'écoute de la population ; elles brillent par leur absence. Ne seraient-elles pas occupées à se disputer et à se partager les bons postes au sein des partis ?

**M. Ndagijimana a-t-il fui pour des raisons politiques ?
Le Tribun du Peuple n° 35, novembre 1994, page 3**

Monsieur J.M. Vianney Ndagijimana qui avait été nommé ministre des Affaires Etrangères et qui fut Ambassadeur du Rwanda à Paris, s'est enfui en emportant 200.000 dollars destinés aux Ambassades. Il sera difficile de le traduire en justice car il n'a signé aucun papier. Le premier Ministre a déclaré que l'intéressé était encore à l'essai, qu'on faisait encore des investigations pour tirer au clair l'affaire de la maison de l'Ambassade rwandaise qu'il avait vendue et dont il avait empoché le produit de la vente. On se demande pourquoi un homme reconnu pour sa malhonnêteté a été nommé ministre. Interrogé sur les raisons de sa désertion, M. Ndagijimana a répondu qu'il ne s'entendait pas bien avec le premier Ministre, M. Faustin Twagiramungu. Le nouveau ministre des affaires Etrangères serait choisi parmi les personnes suivantes : Bonaventure Ubalijoro (1er Vice-président du MDR), Dr Anastase Gasana (Ambassadeur aux Etats Unis), J.M.V. Mbonimpa (Ambassadeur à Berne), Léon Ngarukiye (Directeur de cabinet) et Antoine Nyilinkindi (Ambassadeur à Kinshasa).

Le préfet de la ville de Kigali, continue son travail : elle parle des problèmes de sécurité

Justin Faida, Le Tribun du Peuple n° 35, novembre 1994, pages 4 et 5

Le Major Rose Kabuye est la première femme préfet au Rwanda. L'interview qu'elle a accordée à la presse portait principalement sur les disparitions mystérieuses de personnes, la détention dans des lieux non autorisés par la loi, les vols à main armée par des personnes en tenues militaires, les permis de résidence et la mise en place des institutions de base dans la ville de Kigali. Le préfet a déclaré qu'elle connaît le problème de la sécurité des biens et des personnes. Elle est déterminée à réunir tous les renseignements sur la question, à mener des enquêtes, à demander des conseils aux autorités hiérarchiques et à résoudre ce problème dans les meilleurs délais. Quant à la mise en place des institutions dans la ville de Kigali, elle est conditionnée par la nomination des préfets, des bourgmestres et des conseillers.

L'Etat à la croisée des chemins. Le Tribun du Peuple n° 35, novembre 1994, pages 6 et 7

Trois mois après la mise en place du gouvernement d'union nationale, on peut se permettre d'en faire le bilan. Qu'est-ce qui a été fait ? Qu'est-ce qui n'a pas été fait ? La sécurité des personnes et des biens a été prise en main par le ministre de l'Intérieur et les résultats commencent à se voir. Mais où sont les institutions locales ? Où est l'Assemblée nationale ? A quand la nomination des directeurs des sociétés parastatales ? Quand les fonctionnaires seront-ils payés ? Pourquoi les agents de sécurité n'écoutent-ils pas les doléances de la population ? On se rend bien compte que depuis trois mois, il n'y a que le pouvoir exécutif, et au niveau central seulement, qui fonctionne ; le pouvoir législatif est absent ; le pouvoir judiciaire est très faible ! C'est vrai que le gouvernement doit résoudre les problèmes de la sécurité, des finances, de la justice mais le problème le plus épineux reste l'application des Accords d'Arusha. Certains dirigeants voudraient

leur application intégrale mais n'osent pas le dire ouvertement. Le FPR tire de son côté. Il s'est permis de créer, à son avantage, de nouveaux postes, comme la vice-présidence de la République, et de s'approprier les postes ministériels réservés au MRND.

**Philippe Reyntjens : " *Les militaires ne peuvent pas faire partie de l'Assemblée Nationale. Cela n'a existé nulle part*",
Le Tribun du Peuple n° 35, novembre 1994, pages 8 et 13**

Le professeur Philippe Reyntjens est un juriste éminent. Il a écrit les Codes et Lois du Rwanda. Il n'est resté que trois jours à Kigali, mais il a vu et entendu beaucoup de choses. Il a clairement émis ses observations : les voici : l'Etat rwandais a de grands problèmes à résoudre, principalement celui de la sécurité des personnes et des biens. Des extrémistes se permettent de dénoncer des innocents ; des intellectuels hutu et certains politiciens ont peur. Les Accords d'Arusha ne sont pas respectés. Les militaires ne peuvent pas faire partie de l'Assemblée nationale. Le FPR doit tenir compte des avis des autres partis politiques. Des membres du MRND non impliqués dans les massacres doivent être associés au pouvoir . Le poste de vice-président de la République n'est pas prévu dans les Accords d'Arusha ; sa création prouve que c'est le FPR qui mène le pays.

**Nous avons visité la BRALIRWA
Justin Faïda et Abel Ntegano, Le Tribun du Peuple n° 35,
novembre 1994, page 9**

La Bralirwa a fixé à 215 Frw le prix de la bouteille de Primus. Cette somme est trop élevée pour le revenu de la plupart des Rwandais ; au marché, une bouteille de bière coûte plus de 300 Frw. La Bralirwa est obligée d'élever le prix pour pouvoir récupérer petit à petit les 2,5 milliards perdus à cause du pillage qu'elle a subi et de la destruction des machines. Elle n'a pas assez d'inspecteurs pour contrôler les prix en dehors de son usine. Quoi qu'il en soit, l'Etat perd dans ces spéculations sur les prix.

**Les fonctionnaires espéraient recevoir leurs salaires d'avril,
mai et juin 1994.
Justin Faïda, Le Tribun du Peuple n° 35, novembre 1994,
pages 10 et 11**

Le ministre des Finances, M. Marc Rugenera, a dû répondre à des questions posées sur les finances, le salaire des fonctionnaires et les dettes de l'Etat. Il a dû défendre la position du parti PSD, dont il est le secrétaire général, sur la composition de l'Assemblée Nationale de Transition. Voici quelques-unes de ses déclarations :

- L'Etat a peu de moyens financiers, mais les problèmes se résoudront petit à petit avec la rentrée des recettes dans la caisse de l'Etat.
- L'Etat a des dettes s'élevant à 172 milliards de francs rwandais, il en a consommé 118 millions et remboursait régulièrement par tranches avant la reprise des hostilités. Ces dettes ne renferment pas les achats d'armes.

- Le PSD a nommé M. Juvénal Nkusi, candidat au poste de Président de l'Assemblée Nationale en remplacement de feu Félicien Ngango. Le PSD propose que l'Assemblée se mette en place avec 51 députés et que ceux-ci décident du partage des sièges dévolus au MRND et à ses acolytes.

**Le Ministre Rwigema est l'un des ministres les plus appréciés
Justin Faïda, Le Tribun du Peuple n° 35, novembre 1994,
pages 12 et 13**

Les écoles secondaires vont bientôt rouvrir leurs portes. Mais beaucoup de problèmes subsistent : reconstruction des locaux, achat du matériel scolaire, remplacement des professeurs défunts ou réfugiés, salaires, prise en charge des orphelins, pauvreté des parents... Certaines écoles ne peuvent pas ouvrir car les religieux qui tenaient ces écoles ne sont pas encore revenus au Rwanda. Des solutions à ces problèmes sont en voie d'être trouvées : une commission étudiera la réouverture des écoles non endommagées ; les classes terminales sont rentrées (\pm 5.500 élèves) ; le projet allemand GTZ prendra en charge les frais de scolarité et le salaire des professeurs qui recevront, en plus, des provisions alimentaires.

**Aidez les réfugiés qui rentrent n'est pas l'affaire de l'Etat
seul !**

**G. Dusabemungu, Le Tribun du Peuple n° 35, novembre 1994,
page 14**

Les Rwandais qui avaient été forcés à l'exil par le pouvoir dictatorial du président Habyalimana sont en train de revenir au pays. Chacun a le devoir d'accueillir et d'intégrer les arrivants dans son quartier. Quant au gouvernement, spécialement le secrétariat d'Etat aux réfugiés, il doit se référer au protocole d'accord, signé à Arusha le 9 juin 1993, pour créer des infrastructures d'installation des réfugiés.

**Certains des religieux se sont défaits de leur habit pour
dévoiler leur méchanceté**

**G. Dusabemungu, Le Tribun du Peuple n° 35, novembre 1994
pages 15 et 17**

Le 2 août 1994, les prêtres réfugiés à Goma ont écrit une lettre au Pape. Ils regrettaient la mort des Evêques de Kabgayi, de Kigali et Byumba et des autres prêtres et religieux. Ils se plaignaient de ce que la communauté internationale notamment l'Europe, les Etats-Unis d'Amérique ainsi que l'ONU, ait soutenu le FPR négligeant les doléances de la population majoritaire. Ils affirment qu'actuellement le pays est vidé de ses habitants et que les prêtres et religieux restés à l'intérieur sont devenus les fonctionnaires d'un nouveau nazisme. Ils reprochent au Vatican d'avoir soutenu le FPR et de ne s'être pas opposé aux mouvements anti-catholiques au Rwanda. Ils demandent de l'aide et voudraient avoir des garanties de sécurité pour pouvoir rentrer au Rwanda. (*Les noms des signataires de la lettre au Pape figurent à la page 17*).

NYABARONGO n° 19, Novembre 1994

Editorial ,Nyabarongo n° 19, novembre 1994, page 2

La disparition mystérieuse de personnes sème la panique et l'inquiétude au Rwanda. Le pouvoir en place semble ne rien faire contre les dénonciations et les arrestations arbitraires. Des personnes comme MM. Isaïe Ndahimana, Léopold Munyakazi, Joseph Muhigande, Joséphine Uwambazamariya et son mari, ont été emprisonnés sans raisons valables. D'autres personnes sont obligées de louer leur logement alors que leurs propres maisons ont été occupées de force.

Le parti MDR dénonce.

T. Abiyingoma, Nyabarongo n° 19, novembre 1994, page 2 et 3

Le MDR vient de sortir un document intitulé : "*Position du parti MDR sur les grands problèmes actuels du Rwanda*". Ces problèmes sont notamment, le non respect de la loi fondamentale constituée en grande partie des Accords d'Arusha ; l'interdiction des activités de partis politiques ; l'insécurité et la criminalité dans le pays ; le non respect de l'Etat de droit ; la paralysie des services de l'Etat ; les entraves à l'unité et à la réconciliation nationale ; le manque d'une politique économique et d'un programme de reconstruction ; le rapatriement non organisé des réfugiés. Le MDR propose des solutions à ces problèmes.

La mise à mort de *Kinani* (L'Invincible)

Nyabarongo n° 19, novembre 1994, pages 4 à 6

Le président Habyalimana et M. Bagosora étaient fort liés mais leur amitié était fondée sur l'hyprocrisie. M. Bagosora avait soif du pouvoir et établissait en cachette des plans pour détrôner son ami. M. Nzirorera était dans le coup car il se voyait déjà président de la République, convaincu que seuls les gens du Nord pouvaient prétendre à cette haute fonction. C'est ainsi que les deux en sont venus à établir un plan pour éliminer Habyalimana. Ce dernier ne savait pas ce qui se tramait derrière lui. Son seul souci était de détruire les partis d'opposition et d'empêcher la mise en application des Accords d'Arusha. C'était sans compter avec la pression internationale, notamment celle de la Tanzanie qui a beaucoup investi dans ses Accords. Quand le président Habyalimana est allé au sommet de Dar-es-Saalam, le 6 avril 1994, il venait d'être informé par Mobutu que les partis d'opposition, la CIA, la Belgique et le FPR avaient ourdi le plan de le tuer à son retour. En invitant le Président Ntaryamira à monter avec lui dans l'avion, il pensait que ses supposés ennemis n'allaient pas oser tuer le Président du Burundi. Mais il ignorait que son propre clan avait décidé de l'éliminer pour jouir pleinement du pouvoir sans les Accords d'Arusha et le FPR.

Ils ont couru à en perdre haleine !

Nyabarongo n° 19, novembre 1994, pages 7 et 8

Après la mort de *Kinani (L'Invincible)*, M. Bagosora a créé un comité constitué de 6 hauts officiers et dirigé par lui. Les représentants diplomatiques ont refusé de cautionner ce fait, car "*la direction du pays doit rester aux mains des civils*", disaient-ils. Le gouvernement intérimaire appelé "gouvernement des sauveurs" (Abatabazi) a alors été formé. M. Bagosora lui donnait les directives à suivre, notamment celle d'exterminer les Tutsi et les Hutu de l'opposition. Ce gouvernement n'a fait que tuer et fuir chaque fois, à l'approche du FPR.

Prophétie de Nyirabiyoro : " *Quand Rukara périra, le pays retentira de cris et de pleurs*"

Nyabarongo n° 19, novembre 1994, page 9

Nyirabiyoro était une devineresse célèbre du temps de Kigeri IV, vers les années 1888. Elle avait prédit l'arrivée des Blancs et les changements qui s'en suivraient. Elle avait prédit encore que le clan des Banyiginya serait détrôné par un homme de petite taille (Kayibanda), qui serait à son tour tué par Rukara (Habyalimana). Celui-ci donnerait tous les pouvoirs à une femme, mais le pays n'aurait pas la paix avec cette femme et quand Rukara serait tué le pays serait plongé dans un bain de sang. *Le journal publie aux pages 10 et 11 une liste de 162 complices de Kinani (L'Invincible), Kanziga et Bagosora, dans la préparation du génocide rwandais.*

Magayane de Gatonde : " *Heureux ceux qui habiteront le Rwanda après le règne de Habyalimana* ",

Nyabarongo n° 19, novembre 1994, pages 12 et 13

Plusieurs devins dont M. Magayane avaient prédit la guerre des Inkotanyi (FPR), la mort de Habyalimana et la prise du pouvoir par le FPR (gens venant de l'extérieur). Ces devins ont dit que la mort de Kinani entraînerait un bain de sang mais qu'après des combats sanglants, le pays retrouverait le calme, l'économie serait prospère et le problème ethnique serait définitivement résolu.